

LA GRANDE PITIÉ DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES *

Il doit y avoir un certain nombre de choses que vous avez toujours voulu savoir sur l'état des universités québécoises sans oser le demander. Le demander à qui d'ailleurs? La presse du Québec est discrète sur la question et ne répercute qu'en sourdine les cris d'alarme, parfaitement désespérés, lancés tour à tour par les principaux, recteurs, doyens, directeurs de centres de recherche que l'on ferme, depuis quatre ans que des coupures massives ont succédé à un sous-financement rampant.

Les journaux vous ont appris que la direction de l'UQAM avait laissé installer des «gratteux» de Lotto-Québec dans ses couloirs et que l'UdeM avait vendu son âme et ses locaux à Pepsi-Cola; ces moyens douteusement créatifs de faire un peu d'argent vous ont probablement laissé perplexes.

La campagne électorale, qui a exploité avec pas mal de confusion démagogique les angoisses du grand public face aux urgences encombrées et aux délais excessifs, n'a guère abordé la question de la décomposition de l'enseignement supérieur, – question qui paraissait ésotérique pour l'homme de la rue, électoralement peu rentable et où le délicat problème des frais d'inscription risquait de vous mettre à dos les associations étudiantes.

Le Parti libéral provincial avait à proposer quelques correctifs susceptibles d'infléchir la course à l'abîme suivie par le gouvernement péquiste, mais rien vraiment de neuf ni de décisif; il n'avait pas pris la mesure du problème créé par son adversaire.

Il y a à tout ceci, à cette discrétion des media et à ce manque de vision de la classe politique une explication, pas très prometteuse: si, comme je le pense et comme je vais l'analyser pour vous à partir de données convergentes, l'université au Québec a subi, par des coupures brutales complétées d'erreurs politiques et de solutions à courte vue, une agression dont elle ne se remettra pas, les effets sur toute une génération (effets qui peuvent, certes, se percevoir dès aujourd'hui) ne sont pas encore suffisamment visibles. Ils ne deviendront patents et le grand public ne s'alarmera que dans cinq ans environ. Évidemment, il sera trop tard alors, le nouveau retard scientifique, intellectuel et technologique, retard dont les conditions sont déjà réunies, n'éclatera au grand jour que quand les choses seront devenues irréparables. Ceci permet à des gouvernants sans vision et à des journalistes ennemis des audaces inutiles – et à des associations étudiantes et professorales tétanisées par la connivence nationaliste, d'éviter de faire de vagues.

Voici donc ce que je vais essayer de faire voir : après les coupures de 1995-1998, qui succédaient à une situation endémique de sous-financement, et en raison complémentaire de politiques

* Conférence pour *Cité libre* en 1999.

irresponsables du gouvernement nationaliste, **L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE EST EN RUINE.**

J'ajoute sans jouer aux Cassandres et comme un fait d'évidence, qu'elle ne se relèvera pas aisément de ses ruines car dans ce domaine, on démolit infiniment plus vite qu'on ne parvient à reconstruire. On démolit en trois mois et on reconstruit (à supposer que la volonté et les moyens en existent) en trente ans ... Or, tout ce qui avait été longuement et péniblement développé entre 1965 et 1995 se trouve en partie à refaire.

Vous attendez de moi ce soir, non la litanie de lamentations qu'on peut attendre de quelqu'un venant d'un milieu touché par les compressions, mais une réponse rationnelle et informée à deux questions:

quelles sont les conséquences sur le terrain, des coupures budgétaires, des politiques actuelles du gouvernement péquiste et de celles bricolées sous pression par les administrations universitaires aux abois? Quelles sont du reste les caractères propres de ces coupures et de ces politiques?

Ensuite, seconde question-clé, car nous savons qu'il y a eu des compressions dans toutes les provinces canadiennes et aux États-Unis: la situation au Québec, devons-nous nous demander, relève-t-elle du malheur des temps, est-elle *grosso modo* comparable à celle qui prévaut ailleurs, ou si vraiment la politique universitaire menée par le gouvernement de la province n'aurait pas par hasard un *caractère distinct*?

Je vais mettre carte sur table et donner tout de suite ma réponse à cette dernière question. Oui, nous ne formons peut-être pas une "société distincte" mais nous avons, si ceci peut vous consoler, un gouvernement bel et bien distinct à l'échelle de la Fédération et du Continent entier – distinct et même "unique" par le caractère brutal, irresponsable et désastreux de sa gestion de l'enseignement supérieur.

Nous avons aussi, complémentairement, une opinion publique "née pour un petit pain", apathique, entraînée à prendre des vessies pour des lanternes et des politiques de droite frottées de populisme pour de la social-démocratie.

J'ai fait, comme vous l'attendez d'un universitaire, un travail considérable d'information pour préparer cette causerie. Je n'ai pas seulement interrogé mon expérience, j'ai en outre consulté des collègues et amis des quatre ou cinq autres universités. Et j'ai été lire les rapports des ministères, des recteurs, des comptables en chef, des syndicats, des associations professionnelles et étudiantes. Dans bien des cas, ce que je vais exposer exprime le jugement général du milieu; mais dans quelques questions-clés, il s'agissait de se faire une opinion au milieu d'analyses et revendications où les différents groupes d'intérêts voyent tous midi à leur porte. J'exprimerai alors sur ces points, fermement, mes convictions personnelles.

Cris d’alarme répétés

Sur le diagnostic global en ce début de 1999, le pessimisme que je vais montrer ne m’est pas personnel du tout. Mon diagnostic qui est sombre, se rencontre avec celui de *tous les recteurs et principaux* qui ont renoncé depuis quelques mois à des précautions diplomatiques vaines et inutiles. “La situation des universités québécoises est catastrophique”, écrivent les recteurs Lacroix, Shapiro et Tavenas en novembre dernier.² Ils ajoutent – et tels sont exactement les termes du problème: “les assises mêmes de la Révolution tranquille et de tous les efforts déployés depuis sont remis en question à l’heure actuelle.” Le recteur Lacroix avait sombrement prédit peu auparavant, dans une entrevue à *L’Actualité*: s’il n’y a pas de retournement de politique, “les universités québécoises deviendront marginales à l’échelle canadienne et insignifiantes à l’échelle nord-américaine. Cela peut arriver à une vitesse folle.”³

En réalité ces sortes de cris d’alarme retentissent sans grand écho depuis deux ans. Pierre Reid, de Sherbrooke, constatait en novembre 1996, “cela prendra au moins vingt ans pour refaire notre réputation.”⁴ Le recteur Gervais, de Laval, avait confié à *La Presse* un peu plus tard: “le réseau universitaire [québécois] glisse lentement mais sûrement vers la médiocrité.”⁵ Le même jour, ayant libéré son âme, il démissionnait.

Retard historique québécois

Je me rencontre avec le recteur Lacroix de l’UdeM sur un bilan du XXème siècle universitaire québécois (c’est bien à l’échelle du siècle écoulé qu’il faut voir la situation actuelle, vous allez voir pourquoi).

A) Jusque dans les années 1960, la province, ou plus justement la société canadienne-française de la province se caractérise par un retard important sur toute l’Amérique du nord, retard tant quantitatif (nombre restreint des campus, nombre insuffisant des étudiants) que qualitatif (faibles exigences à l’égard du corps professoral, étroitesse et archaïsme des disciplines enseignées, néant du rayonnement international, très petit nombre de centres et laboratoires de recherche à la pointe du progrès en quelque domaine que ce soit). En somme, il faut adhérer au jugement exprimé ailleurs par les recteurs de nos trois grandes universités: “le Québec a déjà raté le pari de l’éducation dans la première moitié du XXème siècle et il souffre encore de cette erreur historique”.⁶

² *Presse*, 24.11.1998.

³ *Ibid.*, 7.10.98.

⁴ *Devoir*, 21.11.96.

⁵ *Presse*, 9.4.1997.

⁶ Lacroix, Shapiro, Tavenas, *Presse*, 24.11.1998.

Les compressions brutales de 1995 viennent s’attaquer à un système qui était récent de création, fragile et encore peu développé en certains secteurs. Une nouvelle erreur historique vient parachever celle de la “Grande noirceur” et y faire retour.

B) De la fin des années 1960 à la fin des années 1980, le Québec francophone connaît un vaste rattrapage, qui constitue la dernière et décisive étape de cette modernisation qu’on a appelée la “Révolution tranquille.” Beaucoup de disciplines, presque tous les secteurs de recherche avancés commencent *à zéro* dans les années 1970. Dans certains cas – mais fatalement pas dans tous – cela donnera de brillants résultats et hissera l’université franco-québécoise au niveau de la crédibilité scientifique internationale.

Ce rattrapage toutefois, si rapide qu’il paraisse en lui-même, correspond, vous le savez, à une expansion massive des universités dans tout l’Occident. Or, il faut le dire parce que le “Modèle québécois” cher à Lucien Bouchard est un tissu de contre-vérités, dans la comparaison avec les autres provinces canadiennes (sans parler de celle, qui serait désolante, avec les États riches de la Nouvelle Angleterre), le Québec continuera tout le long des années fastes, à *tirer de l’arrière*.

Claude Ryan au temps du dernier gouvernement libéral l’avait reconnu: le Québec se caractérisait par un sous-financement significatif de son système universitaire qui le plaçait assez loin derrière l’Ontario et les provinces de l’ouest.⁷ Or, cet écart s’était accentué dans les années 1980. Une baisse tendancielle du financement gouvernemental accompagnée d’une stagnation des contributions étudiantes s’observe, touchant diversement les universités en raison de chinoiserries discriminatoires du calcul de la subvention provinciale. Par un étrange hasard, c’est, de l’avis de tous les observateurs, McGill qui, dès le milieu des années 1980, voit son calcul de financement reculer le plus fortement.

En 1989, l’écart avec le reste du Canada est jugé par les observateurs se situer au niveau de 100 millions de \$. À la fin de leur passage au pouvoir, les libéraux, en augmentant la participation gouvernementale, en ajustant les frais d’inscription et en les indexant, vont permettre aux universités un rattrapage partiel.

C) Le développement des universités franco-québécoises depuis 1970 s’est trouvé freiné par quelques erreurs politiques qui sont devenues constitutives du modèle québécois et qu’on peut juger indélogeables.

La syndicalisation protectrice d’un corps professoral francophone qui, au début du moins, était sous-qualifié, inadéquat par la formation et par les capacités de recherche, a créé un personnel dont la charge d’enseignement est demeurée nettement moindre que celle qu’on trouve au Canada anglais et dont les conventions collectives prévoient des dégrèvements innombrables pour tâches

⁷ Lacroix, Shapiro et Tavenas, loc.cit.

administratives ou syndicales, inconnus ailleurs dans le monde.

Pour combler les vides, l'Université francophone a créé alors (sans avoir décidé de le faire mais avec la connivence de tous) un vaste sous-prolétariat de chargés de cours, enseignant à la pige, mal payé, privé de moyens de recherche, – chargé de faire les cours que les professeurs ne faisaient guère.

Ce sous-prolétariat se divise en deux groupes: d'une part des gens aussi qualifiés que les professeurs titulaires, gens que le "malheur des temps" va maintenir indéfiniment sur une voie de garage où leur qualification première ne sera ni revivifiée par de la recherche ni stimulée par un statut professionnel digne de ce nom; d'autre part, une moitié indélogeable de gens peu qualifiés, qui sont là pour boucher les trous, dont rien ne justifie l'engagement mais qui, corvéables à merci, sont commodes à manipuler et dont la présence, désormais, est bétonnée à son tour sous forme de conventions collectives.

Étendue et chronologie des coupures et des compressions

L'ineffable Jacques Parizeau déclare en septembre 1994 pour s'assurer les votes du monde universitaire: "il faut augmenter considérablement la dotation [mais] on le fera quant on aura les moyens."⁸ Après quoi, Parizeau, élu, découvre qu'il n'a pas les moyens: en effet, le peu d'argent disponible coule à flot dans la préparation du referendum et de ses conditions perdantes.

La réforme Axworthy au fédéral, qui, en 1995, gèle les paiements de transfert aux provinces mais augmente potentiellement les points d'impôts, servira de prétexte à de premières compressions. Le président de la FQPPU, Roch Denis proteste en février 1995: déjà 100 millions de compressions! Il manque 400 professeurs au réseau UQ ! Il faut que cela cesse!⁹ ...C'est alors seulement que les vraies compressions commencent, dans la foulée du referendum perdu par les sécessionnistes.

Rappelons au passage l'épisode burlesque de Jean Garon, passé de l'agriculture à la culture tout court, et qui, au milieu des premières compressions, investit toutes les énergies de son ministère dans le projet de création d'une université dans son cher comté de Lévis. Garon avait concocté un modèle original, qui aurait fait du Québec la surprise de l'univers, celui de la *fragmentation territoriale*: supprimons les grosses universités et créons de petites universités dans chaque bourgade du Québec profond. Le recteur de Rimouski qui était le premier visé par les manœuvres garoniennes démissionne en mai 1995.

Le Québec gagne donc, et Parizeau, Bouchard et al. perdent leur referendum en novembre 1995. Dès le lendemain littéralement, on sort les plans cachés durant la campagne référendaire. Dès décembre 1995, l'Université Laval est contrainte de couper 15% de son budget, d'assumer un premier déficit

⁸ *Devoir*, 9.9.94

⁹ *Devoir*, 10.2.1995

de 50 millions et d’abolir 140 chaires de professeurs.¹⁰ Le même mois l’UdeM annonce une première suppression brutale de 190 postes.¹¹ On se sacrifie sur l’autel du séparatisme, mais le moral n’y est plus.

En mars 1996, sort le second budget péquiste: nouvelles coupures de 408 millions dans l’éducation en général. À la fin de 1996, les coupures dans l’enseignement supérieur atteignent 400 millions – 20% des dépenses de fonctionnement.

À l’automne, Pauline Marois succède à Jean Garon. Elle refuse une fois de plus, en dépit des objurgations de tous les recteurs et principaux, de hausser les frais de scolarité ayant grand besoin des association étudiantes pour préparer la revanche référendaire, mais elle double les frais réclamés aux étudiants “ÉTRANGERS” – c’est à dire aux Canadiens d’autres provinces. Une fois de plus ce sont évidemment les trois universités anglaises qui sont le plus touchées par cette mesure discriminatoire. L’ex-ministre Garon dénonce avec fiel McGill: elle abrite 40% d’étudiant non Québécois, cela le choque.¹²

Marois essaye aussi la formule d’une “taxe à l’échec”, mais une fois encore, la pression des associations étudiantes la forcera à reculer – un demi-milliard pourrait pourtant être sauvé si le système ne devait assumer le poids inutile d’une masse élevée d’étudiants qui abandonnent ou échouent.

Marois promet en mai 1997 la fin des compressions pour 1998 – *mais* nos intellectuels national-social-démocrates jobards qui la croient, déchantent en mars 1998: “les universités, les cégeps et leurs étudiants sont les grands perdants [du budget de 1998-99], constatent les journaux, ... ils écopent de la moitié de l’effort budgétaire total” – la subvention aux universités est encore en baisse de 60 millions.¹³

Toujours maso-nationalistes, nos universitaires au milieu de leurs campus en ruine, se préparent en septembre 1998 à réélire Bouchard et son équipe. Celui-ci au cours de la campagne électorale réclame alors en faisant la grosse voix une “rationalisation accrue” de la part du secteur universitaire¹⁴! Ce n’est donc que partie remise ou plutôt partie prolongée.

Résumons-nous. En mai 1999, les compressions péquistes auront atteint un DEMI-MILLIARD, SOIT LE

¹⁰ *Soleil*, 6.12.1995.

¹¹ *Presse*, 8.12.1995.

¹² *Presse*, 25.10.1996.

¹³ *Presse*, 26.3.1998.

¹⁴ 23.10.1998

TIERS DES SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT ET LE CINQUIÈME DES REVENUS TOTAUX de l'enseignement supérieur. D'autre part, les frais de scolarité étant gelés, ils ont objectivement *baissé en \$ constant de 6 à 8 %*.

... Et au bout de toutes ces coupures aveugles dans l'enseignement et la santé, le Québec demeurera au printemps prochain, avec Terre-Neuve, la province la plus endettée du pays, 65% du PIB passant dans la dette, – ce qui est presque le double de l'Ontario. C'est dire qu'il n'y aucune espèce d'espoir que la situation budgétaire se corrige prochainement à supposer même que les dominos asiatiques et brésiliens ne tombent pas sur notre faible économie et ne la replongent dans le rouge.

Conséquences multiples des coupures

Mises au pied du mur, les universités québécoises francophones (les anglophones ayant commencé à être coupées bien auparavant) ont eu quelques semaines pour s'adapter à la suppression imprévue de centaines de millions suivie de centaines d'autres. Car il ne s'agissait pas de la part du gouvernement Bouchard d'une politique stratégiquement pensée, elle se ramenait à dire aux recteurs: on coupe partout, débrouillez-vous, – ceci me paraît tout de même le degré zéro du leadership politique.

Dire que les universités s'y sont pris sans aucun plan d'ensemble et avec beaucoup de maladresse et parfois de lâcheté, avec du reste peu de marge de manœuvre en raison de conventions collectives contraignantes, ne vous surprendra pas. Paradoxalement, McGill qui avait subi des compressions plus tôt, s'en est relativement mieux tiré ayant pu mieux étaler des ajustements moins hâtifs et brutaux.

Un corps enseignant décimé

900 PROFESSEURS ont été poussés vers la porte depuis 1995. C'est l'équivalent du personnel académique d'une grande université comme l'UQAM. Presqu'aucun n'a été remplacé. Cela fait plus d'un enseignant sur dix, et dans les lettres et les sciences humaines, cela monte à un enseignant sur 5. Certaines universités, pas les petites en région mais les meilleures et les plus développées, ont été le plus durement touchées: l'UdeM a dû supprimer 333 chaires d'enseignement, 20% de ses effectifs.¹⁵ Elle a sabré aussi 600 postes d'employés et ouvriers. Et 10% de postes de bibliothécaires.¹⁶

¹⁵ *L'Actualité*, nov. 1998.

¹⁶ On peut comparer aux chiffres communiqués par Mr Mark Rosenfeld de l'Ontario Confederation of University Faculty Associations: entre 1990 et 1997 (sur une période nettement plus longue, il faut le noter, les universités ontariennes ont perdu quelque 14% de leurs professeurs à plein temps, soit près de 2000 professeurs. Dans le même temps le nombre des étudiants à plein temps de tous les niveaux augmentait dans la province voisine de 8% -- ce qui est la tendance inverse du déficit d'inscriptions au Québec.

Autre cas extrême: Concordia avait en 1994, 800 professeurs; en 1998, elle n'en gardait que 615, l'effondrement ici est de 24%.

Déficit en croissance rapide

Au bout de ces coupures de postes effectuées sans la moindre stratégie scientifique, les universités, victimes du pelletage provincial, n'ont pu équilibrer leur budget. Fin 1998, le déficit additionné des universités était de 300 millions, grevant leurs budgets pour la durée d'une génération! L'UdeM seule accumule un déficit de 83 millions et ce n'est pas fini.

Baisses de salaires

Depuis longtemps, le Québec ferme la marche (elle se place au rang de 8ème sur 10) des provinces canadiennes en matière de salaires professoraux. Attirer des chercheurs étrangers de qualité est devenu une gageure. En 1996, dans un élan patriotique, les profs de l'UQAM acceptèrent de couper de dix millions leurs salaires, – beau geste mais inutile! l'UQAM n'échappa pas aux coupures de postes et à l'accumulation d'une dette croissante.¹⁷

Recours accru aux chargés de cours

J'ai signalé plus haut comme un trait pervers propre aux universités franco-québécoises (à quoi se joint Concordia), le recours massif à des chargés de cours, sous-payés, recrutés au hasard, majoritairement peu qualifiés.

Le recteur Lacroix (UdeM) l'avoue: dans certaines universités de cette province, "55% des cours de premier cycle" sont assurés par ces pigistes qui n'ont jamais fait l'objet d'un recrutement avec des critères sérieux ni publics. Sherbrooke et Concordia ouvrent la marche suivis de tout le réseau UQ; McGill la ferme – très loin derrière étant la seule qui ait refusé cet expédient.

Un étudiant montréalais a plus de chance d'avoir reçu ses cours de titulaires de Ph.D. au CEGEP qu'en passant au premier cycle de l'Université du Québec. Et on rencontre des étudiants qui n'ont jamais, dans toutes leurs études de licence, eu affaire à un professeur proprement dit, avec les garanties de qualification que ceci donne malgré tout.

Il y a au Québec quelque 8000 professeurs et... 9700 pigistes, mal payés, je le répète, sans moyens de recherche, tirant parfois le diable par la queue, acceptant n'importe quel cours, les uns aussi qualifiés que les professeurs à temps plein qui gagnent *quatre fois plus qu'eux* – ce qui est un premier scandale – les autres fort peu qualifiés – ce qui est un second et complémentaire scandale.

¹⁷ *Soleil*, 23.10.1996.

Fermetures de départements et de centres de recherche

Beaucoup d'universités ont dû se résoudre à fermer des départements entiers. Études médiévales, mais aussi géologie à l'UdeM. Démantèlement de son remarquable département de littérature comparée, l'un des meilleurs en Amérique. Sherbrooke avait un département de philosophie, ils étaient 8, puis ils ont été 4, puis zéro – arrivée à zéro, l'administration a dit avec beaucoup de bon sens: bon, on ferme.

Mais ce sont surtout les équipes de recherche qui ont disparu, les centres de recherche, les laboratoires, tout ce qui était à la fine pointe dans les disciplines respectives, tout ce qui met 10 ou 15 ans à se fonder et à démarrer et qui ne prend que quelques mois à fermer et à disperser. Je ne trouve malheureusement pas de recension de ces fermetures, de ces disparitions d'unités avancées qui ne renaîtront pas de leurs cendres.

Surcharge de travail et démoralisation des étudiants

En trois années, le système québécois a perdu 900 professeurs et encadre cependant un nombre sensiblement égal d'étudiants (on note cependant une baisse d'effectifs de 4 à 5 %, j'y reviendrai). Vous me permettrez d'affirmer que l'encadrement en souffre considérablement et que les effets de démoralisation et de stress sur les gens qui restent dans un système démantelé et dysfonctionnel vont se percevoir de plus en plus et même s'aggraver au cours des prochaines années.

Ne plaignons pas les profs si vous voulez, mais plaignons une génération d'étudiants infiniment moins encadrés et soutenus dans leurs études qu'il y a cinq ou dix ans. Moins de cours offerts, nombreux enseignements spécialisés disparus avec le prof qui l'enseignait, plus d'étudiants par cours, moins d'encadrement de recherche et de thèse, moins d'équipes de recherche subventionnées où, en s'y faisant recruter comme assistant, on apprend véritablement le métier et le travail "sur le terrain".

Ceci est particulièrement vrai dans les sciences humaines, car les coupures ont été inégales et c'est mon secteur qui est le plus touché. Le fédéral qui, depuis toujours, gère la recherche scientifique et qui a sa large part dans les coupures de ce secteur a, par surcroît de perversité, coupé proportionnellement plus dans les sciences de l'homme que partout ailleurs. De sorte qu'aujourd'hui ce secteur qui regroupe 66% des étudiants, ne reçoit plus, par le biais du CRSH du Canada, que 25% de subventions elles-mêmes globalement réduites. De l'économie à l'archéologie en passant par les lettres et la psychologie, la formation avancée de la nouvelle génération est largement compromise.

Les mises à la retraite

Le monde universitaire, je ne vous surprendrai pas en le signalant, n'est pas composé de Mozarts et de Rimbauds. Le génie poétique ou musical vient peut être à 15 ans ou même à six, mais le talent et l'autorité scientifiques qui permettent un encadrement formateur sont le produit d'une longue

patience.

Dans les meilleurs des cas, l’université est composée de chercheurs ayant acquis *vers la cinquantaine* une véritable autorité et crédibilité internationales. C’est le moment de leur carrière qui a été choisi par les administrateurs aux abois pour pousser vers la sortie tous ces quinquagénaires enfin compétents et reconnus de leurs pairs, en leur offrant d’alléchants plans de retraite qui grèveront d’ailleurs le budget desdites universités pendant les trente prochaines années.

Dans certaines universités en région, la moitié des plus de cinquante ans est allée planter ses fleurs autour de son châlet sans que – bien entendu – leur place, laissée libre, soit ouverte aux moins de 30 ans. Leurs postes ont été abolis...

Écart croissant avec les autres provinces canadiennes

Vous rencontrez un péquiste, – cela peut arriver, – il vous dira: hélas notre Lucien a dû opérer quelques rationalisations qui lui fendent le cœur, mais cet effort de “solidarité” nationale-sociale-démocrate n’a rien à voir avec les infâmes politiques de droite de l’Ontario, de l’Alberta et autres provinces du ROC. Vous vous dites, peut-être mais voyons un peu, puis vous demandez aux syndicats et associations professionnelles confits en orthodoxie séparatiste: avez-vous fait une *comparaison systématique* entre le Québec du “social-démocrate” Bouchard et l’Ontario du néo-libéral Mike Harris, son intime ami par ailleurs? Il ne l’ont pas faite car ce serait blasphémer ; le Québec d’ailleurs ne se compare pas!

Je vais essayer de l’esquisser, cette comparaison. On peut trouver des chiffres en cherchant. L’ennui c’est qu’en dépit des politiques, effectivement de droite et d’un anti-intellectualisme militant, des dirigeants ontariens, les chiffres sont tous défavorables à l’Empire bouchardiste. Sous tous les paramètres, l’écart avec les autres provinces, et notamment avec l’Ontario, se mesure, donnée par donnée, au détriment du Québec ...

En bloc, l’enseignement supérieur au Québec a perdu, depuis cinq ans, 21% des subventions provenant de son gouvernement provincial. Le chiffre cumulé des coupures dans le ROC est 11%.¹⁸ Le Québec de Bouchard a donc coupé le double.

Par ailleurs, les frais d’inscription (c’est une question centrale et sérieuse que je traiterai) ont crû dans le reste du Canada (sauf en Colombie britannique) de 44% en moyenne, tandis qu’au Québec cette contribution a baissé en chiffres absolus. Aucune université hors du Québec n’enregistre ainsi une *perte de revenu* globale en comparaison d’il y a cinq ans.

Mike Harris a infligé une cure d’amaigrissement en Ontario, certes, mais les coupures au supérieur

¹⁸ Chiffres de l’AUCC.

furent de \$280M en 1996-97 pour une *population universitaire qui est double* et ceci, pour les universités et les *junior colleges*. Le Council of Ontario Universities établit à \$460M les coupures de subvention gouvernementales cumulées depuis 1992.¹⁹ Ceci est à comparer au chiffre établi fin 1998 par le recteur Lacroix, de \$488M pour les universités québécoises pour les coupures opérées entre 1994 et 1999 – ce chiffre n’inclut **pas** les coupures au collégial et il s’étend sur une période plus courte.

En somme, en chiffres bruts, les coupures ont été jusqu’ici *très supérieures* dans notre petite patrie “social-démocrate”. Elles dépassent de beaucoup le double de qui s’est fait de pire ailleurs avec des gouvernements très à droite, portant haut leur idéologie anti-intellectuelle et néo-libérale! Or, alors que le gouvernement Harris annonçait enfin qu’il n’y aurait plus de coupures en 1997-98, le gouvernement Bouchard continuait à couper à plein gaz et ce n’est pas fini comme nous le savons, “déficit zéro” oblige.

En outre, et je me place seulement sur le plan comptable avant d’aborder l’angle civique et politique de la question, la dérèglementation des frais d’inscription, décrétée en 1997 par Harris, a compensé aujourd’hui en partie les compressions ontarienne.

En résumé, on peut affirmer, avec le journal *L’Actualité* de novembre 1998, que “pas une université ailleurs au Canada n’a de revenus moindres aujourd’hui qu’il y a 5 ans” – alors que toutes les universités du Québec ont au contraire un revenu moindre de 20% – et plus si on présente les choses en dollar constant.²⁰

Ajoutons que dans le même laps de temps et en dépit de la même crise économique, *toutes les universités états-uniennes* ont vu leur budget augmenter – jusqu’à 22 pour cent.²¹

L’Université de Montréal a dû supprimer 333 chaires d’enseignement depuis que nous bénéficions de l’«autre façon de gouverner»; dans le même temps, Toronto est passée de 2450 à 2405 professeurs permanents, soit une décre de 45 postes. Encore une fois, on ne compare pas du tout les mêmes *sortes* de politiques: dans le cas du Québec, il faut parler de démantèlement du système académique.

La question des frais d’inscription

Vous me direz: si les coupures des budgets globaux, au bout du compte, en Ontario ont été nettement inférieures, et si l’Ontario rouvre des postes académiques de nos jours alors que le Québec en ferme toujours, c’est en partie parce que le néo-libéral Harris a permis aux universités d’augmenter les frais

¹⁹ Chiffres communiqués par le Dr Mark Rosenfeld de l’Ontario Confederation of University Faculty Assoc.

²⁰ *Actualité*, novembre 1998.

²¹ Ibid.

d’inscription qui sont aujourd’hui du double et triple de ceux gelés au Québec – et ce, au grand désavantage des étudiants ontariens les plus démunis.

C’est une question qu’il n’est pas question de contourner; on rencontre un dogme que dans le langage péquiste on appelle *l’Accessibilité*. Accessibilité à une université de troisième ordre, mais accessibilité tout de même, j’en conviens! Mais ce n’est pas une question simpliste, ni qui appelle une réponse démagogique et ignorante de toute analyse.

Le Québec a toujours eu un *nombre assez bas d’enfants d’une classe d’âge entrant à l’université*, une fois encore en comparaison avec ses voisins – 11,7%, pour 14,2% en Ontario (1995)²² – et le Québec francophone a un taux d’échecs et d’abandons supérieur à tout ce qui se constate ailleurs. Il n’est pas du tout sûr que le fait de ne pas demander d’effort financier personnel aux entrants favorise le succès et stimule le nombre. Ce peut-être au contraire. Voyons un peu.

Car, première remarque : dans l’Ontario brutalisé par les coupures et la déréglementation harrissiennes, le nombre total des étudiants s’est maintenu²³. Sur une période de dix ans, on le voit même en croissance de 8% et plus²⁴. Au Québec, avec les frais de scolarité les plus bas de tout le continent (en 1994, ils étaient la moitié de la moyenne canadienne; aujourd’hui, ils sont le tiers; en \$ constant, ils sont moindres qu’en 1968!), le nombre des inscriptions a chuté depuis trois années de 5%.²⁵ Le gel des frais de scolarité étrangle un système exsangue où il y a de moins en moins de professeurs, d’équipements et d’équipes de recherche. Mais il n’augmente pas ni ne maintient le nombre des entrants et même semble contribuer à le réduire.

Voyons en outre, s’il est civiquement bien justifiable. Des économistes soutiennent chiffres à l’appui que, loin de répondre à la justice sociale, “le gouvernement du PQ répond aux demandes des familles riches qui font subventionner l’éducation de leurs enfants par les familles pauvres.”²⁶ Les droits de scolarité représentent au Québec 5,5% des dépenses occasionnées par un étudiant; dans l’Ontario de 1998, le chiffre était monté à 14,3%. Dans les deux cas, l’étudiant n’assume qu’une bien petite fraction de son coût réel et ceci est fort bien socialement et politiquement.

²² *Presse*, 13.4.1995.

²³ La Ontario Confederation of University Faculty Association me communique le chiffre suivant: augmentation de 5 % d’étudiants à plein temps entre 1990 et 1997, légère croissance confirmée plus récemment.

²⁴ Chiffres tirés de *University of Toronto - Facts & Figures*: en 1986, 28202 sous-gradués plein temps ; en 1996-97, 30476 idem. Croissance plus forte dans les étudiants à temps partiel. La diminution, car il y en a une, porte sur les études graduées.

²⁵ Gruda, *La Presse*, 12.4.1996.

²⁶ M. Boucher, op.cit., 42.

Cependant en ne payant plus que 5% de ce qu'il coûte, il me semble vrai que l'étudiant québécois moyen fait entièrement subventionner ses études (et la probabilité d'obtenir un jour un salaire élevé) par les 89% de contribuables qui n'ont pas accédé ou n'accéderont pas à l'enseignement supérieur. Cet étudiant est parfois issu de milieux pauvres, mais ne nous leurrions pas et ne faisons pas de roman sentimental, *statistiquement*, il sort de la petite bourgeoisie qui fait assumer à la société entière le soin d'assurer à sa descendance un revenu futur élevé.

Évidemment, si j'avais une solution à proposer, ce ne serait pas de perpétuer, en vue des "conditions gagnantes", cette taxe levée par les relativement à l'aise sur de plus pauvres que je choisirais! J'opterais pour un *système de bourses au mérite*, un système qui assurerait la *pleine gratuité et même le vivre et le couvert aux meilleurs*, et qui, il faut le dire, concurremment, éliminerait ceux qui n'ont pas su profiter du secondaire et du collégial et qui viennent encombrer par leurs échec et leurs abandons un système où ils sont injustement dispendieux pour la société tout entière.

Mais on le sait, le Québec nationalement correct n'est pas méritocrate. De quel droit éliminer les ignares et les incompetents, pourquoi les analphabètes n'auraient-ils pas le droit comme tout le monde d'user leurs fonds de culotte sur les bancs universitaires? Les associations étudiantes sont pour l'égalité dans la médiocrité, et au niveau des universités de cette province, elles ont au moins gagné l'assurance de la médiocrité. Nés "pour un petit pain", les étudiantes et les étudiants auront le plein accès, pas cher du tout mais sans exigence particulière de rendement, à des choses appelées "universités" qui auront cessé d'être scientifiquement concurrentielles.

Dans une province où la *majorité* des Ph.D. n'ont qu'un emploi précaire deux ans après leur doctorat (c'est le résultat d'une enquête de sociologues en 1997)²⁷, il y a peut-être "accessibilité" au plus médiocre rejeton de la petite bourgeoisie pour traîner ses savates quatre ou cinq ans en vain sur un campus, mais il n'y a pas accessibilité à un travail décent pour la minorité réellement formée!

Un autre effet pervers du gel des frais, est que les universités, à commencer par McGill, se mettent désormais à créer, hors subvention gouvernementale, des programmes professionnels à coût réel. Le gouvernement aux abois regarde favorablement la création de cette nouvelle université à deux vitesses avec des diplômes chics et coûteux et des diplômes pour les pauvres.

Le grand sujet d'indignation national-syndicaliste: les "Bourses du millénaire"

Les associations professionnelles comme la FQPPU qui regroupe les professeurs, dénoncent il est vrai les coupures – mais certes pas avec la véhémence qu'on voit sur les campus ontariens. L'université de Toronto entretient sur l'internet (www.utoronto.ca), un site anti-Mike Harris. C'est la démocratie. Au Québec, il n'y a pas de site "ANTI LUCIEN BOUCHARD" car Bouchard est "des nôtres" et suggérer que ses compressions ont été les plus brutales et les plus irresponsables en

²⁷ *Devoir*, 14.5.1997.

Amérique du Nord, beaucoup plus que dans les provinces gérées par des gouvernements de droite, serait trahir la race, – ô manes de Lionel Groulx!

Du reste, les associations professionnelles de chez nous ont un monstre bien pire à dénoncer au peuple québécois, le site internet de la FQPPU est plein de diatribes contre cet ennemi du peuple: c'est l'infâme Jean Chrétien qui, avec les deux milliards de ses Bourses du millénaire qu'il offre aux meilleurs étudiants, "empiète" une fois de plus sur les compétences ou incompétences de notre vaillante province référendaire. Au Québec, vous le voyez, on a le sens des proportions et des priorités.

Conclusion: le nationalisme contre les citoyens

Il serait vain de faire preuve en guise de conclusion d'un optimisme même conjectural et limité, que rien ne justifie.

Le travail scientifique et académique, ce n'est pas comme un interrupteur de courant, – on éteint un moment et puis on rallume. Les départements, centres et laboratoires qui ont fermé ou qui sont décimés, ne rouvriront pas et ne reprendront pas leurs progrès là où ils se sont arrêtés – à supposer même, scénario totalement improbable, qu'on réinvestisse soudain tout ce qu'on a coupé. Jolie entrée sans fanfare dans le XXIème siècle et ce que pompeusement les journalistes nomme "l'Économie du savoir"!

En février 1998, la Coalition de l'éducation (rassemblement *ad hoc* des associations et syndicats) déclara de vive voix face à Lucien Bouchard: "Nous devons vous annoncer qu'elle est bel et bien commencée la dégradation du grand service public d'éducation". L. Bouchard, rapporte-t-on, réagit avec colère.²⁸ Il avait son "Déficit zéro" à mettre dans la corbeille des conditions gagnantes. Il ne voulait pas savoir ni laisser dire que le déficit pelleté aux universités était passé à 300 millions en dépit des 900 postes de professeurs abolis (et autant de postes administratifs et manuels).

Les intérêts démagogiques à courte vue des associations étudiantes combinés à ceux, objectivement convergents, des syndicats de profs et des syndicats de chargés de cours font que les *aparatchiki* qui nous régissent se contenteront logiquement, s'il leur faut choisir, d'une université au rabais, peu exigeante sur la qualité et indifférente (jusqu'au jour où cela deviendra trop visible et à ce moment là tout le monde poussera des cris en s'accusant réciproquement) à l'écart de performance et de niveau avec le reste du Canada et du monde développé.

Le Québec se replie sur lui-même, il attire peu d'étudiants étrangers²⁹, n'a plus les moyens de nommer des chercheurs étrangers et du reste ne parvient pas à employer ses propres doctorants – et

²⁸ *Université*, mai 1998, 1.

²⁹ 7000 concentrés à McGill, UM, Laval.

il refuse fort logiquement la mobilité universitaire inter-provinciale recherchée par les Bourses du millénaire.

Dans une province où *les slogans de connivence* tiennent lieu d'arguments, on nous réservera la supériorité du "Modèle québécois" jusqu'au jour où ce Titanic prendra tellement l'eau qu'il faudra l'abandonner en catastrophe³⁰.

M. Bouchard, au cours de la campagne électorale de cet automne 1998, a eu *une seule* petite phrase sur l'enseignement universitaire qui était ... qu'il faudrait y songer à de nouvelles "rationalisations"! C'est ici que les recteurs ont eu un coup de sang: après des années de "rationalisation" qui ont laissé l'université démolie, le premier ministre, l'œil fixé sur des Conditions gagnantes comportant de toute évidence l'analphabétisme généralisé, leur donnait le coup de grâce. Il confirmait que l'horizon resterait bouché jusqu'en 2001-2002 et qu'il n'y avait rien à attendre ni aujourd'hui ni demain d'un gouvernement dont les politiques perverses sont hypothéquées par la manipulation pré-referendaire perpétuelle.

Le 21ème, répète-t-on, sera le siècle du capital intellectuel et scientifique – ce sera le siècle de la compétition mondiale en ce secteur. La province du Québec qui avait, jusqu'aux deux tiers de ce siècle, accumulé un retard énorme sur ses voisins du continent, et qui ne l'avait pas entièrement rattrapé en 1995, est en train de retomber dans un "petite vie" académique qui augure bien mal de la façon dont elle va aborder le siècle nouveau.

Les vrais perdants sont les étudiants actuels et futurs. Le Québec a **REDÉCROCHÉ** des progrès généraux de l'enseignement supérieur sur le continent et, guidé par ses mauvais bergers nationalistes, il a repris le chemin de la Grande noirceur. Ici comme en tout, le nationalisme oblitère et affaiblit la "nation". Il joue l'idéologie contre les citoyens et ses erreurs politiques sont enveloppées d'un mur de silence et d'auto-censure.

© Marc Angenot

³⁰ Le milieu des affaires québécois qui ne parle pas d'une seule voix, n'a pas, historiquement, les exigences de qualité et les traditions de désintéressement *adroit* qu'on peut voir parfois chez les *corporate citizens* des États-Unis. Il a tendance, comme on peut voir en lisant le journal *Les Affaires*, à concevoir l'université comme chargée de produire à la commande pour les P.M.E. locales un contingent de modestes techniciens produit en fonction des variations de l'offre et de la demande. Il n'a du reste aucune habitude d'investir à fonds perdus (à court terme) dans les campus et n'ayant pas l'intention de contribuer financièrement, il ne peut prétendre non plus beaucoup contribuer à la discussion.